
LA S É R I E D E S B A T A I L L E S C A N A D I E N N E S

La bataille de Saint-Denis

par Elinor Kyte Senior

LA SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

La bataille de Saint-Denis

LA S É R I E D E S B A T A I L L E S C A N A D I E N N E S

La bataille de Saint-Denis

par Elinor Kyte Senior

Musée canadien de la guerre
La série des batailles canadiennes n° 7

BALMUIR
BOOK
PUBLISHING
LTD.

Musée canadien de la guerre

©1990
MUSÉE CANADIEN DE LA GUERRE

Balmuir Book Publishing Limited
C.P. 160, Succursale postale B
Toronto (Ontario) M5T 2T3
ISBN 0-919511-45-7

LA S É R I E D E S B A T A I L L E S C A N A D I E N N E S

Au fil de son histoire, le Canada a vécu des moments fort difficiles, des luttes d'une envergure variable mais qui eurent toutes un effet marquant sur le développement du pays et qui ont modifié ou reflété le caractère de son peuple. La série présentée par le Musée canadien de la guerre décrit ces batailles et événements au moyen de narrations faites par des historiens dûment qualifiés et rehaussées par des documents visuels complétant très bien le texte. Il s'agit en fait d'études de crises, au cours desquelles les Canadiens et Canadiennes ont été appelés à faire de nombreux sacrifices, parfois le sacrifice suprême, pour défendre les valeurs qui étaient les leurs. Nos études sont donc dédiées à la mémoire de ces hommes et de ces femmes, envers lesquels nous serons toujours reconnaissants.

Victor Suthren

Musée canadien de la guerre

La bataille de Saint-Denis

par Elinor Kyte Senior

La bataille de Saint-Denis fut un événement presque fortuit. En réalité, les forces de la Couronne ne s'attendaient qu'à une résistance symbolique, tout au plus. Leur objectif était d'écraser un camp de rebelles armés à Saint-Charles, grâce à un mouvement en tenailles effectué de concert avec d'autres troupes venant de Fort Chambly. Ce qui se produisit le 23 novembre 1837 fut bien différent : une bataille d'une journée entière à Saint-Denis. Cela allait être la première bataille rangée entre les insurgés et les troupes de la Couronne, dans une année chargée de violence, allant de novembre 1837 à novembre 1838.

La victoire remportée à Saint-Denis surprit autant les rebelles que les Tuniques rouges. C'allait être la seule victoire significative des forces de l'insurrection. Devant les faibles pertes subies par les deux forces en présence, on pouvait se demander ce qui s'était passé entre 8 h 30 et 14 h le 23 novembre. Des années durant, le départ de Louis-Joseph Papineau de Saint-Denis, en pleine bataille, l'assassinat d'un officier britannique fait prisonnier, George Weir, et le rôle du D' Wolfred Nelson dans cette insurrection allaient alimenter bien des débats.

Aujourd'hui, la victoire des rebelles de Saint-Denis est consacrée par la Journée des Patriotes. Un décret du Gouvernement du Québec, en date du 6 octobre 1982, affirme que la Journée des Patriotes honore la mémoire de ceux qui ont lutté pour la reconnaissance nationale du peuple québécois, pour sa liberté politique et pour un système de gouvernement démocratique. La fête du 23 novembre, marquée à Saint-Denis depuis le

milieu des années '70, a donc reçu une sanction officielle.

Portrait de Wolfred Nelson, par Jean Joseph Girouard

Il faut dire cependant que les insurgés de Saint-Denis seraient aujourd'hui surpris de la teneur de ce décret; car si la presse et les politiciens réformistes de 1837 avaient bien lancé des appels à la liberté, au nationalisme et à la démocratie, la rébellion armée de Saint-Denis était bien plus motivée par des allégeances personnelles que par des idéaux abstraits. En effet, si le village avait été transformé en un champ de bataille, c'est surtout parce que son dirigeant politique, Wolfred Nelson, lui-même canadien-anglais de souche loyaliste, avait manifestement joué sur les passions et sympathies locales et attisé les flammes de l'anglophobie.

Un certain nombre de questions subsistent. Pourquoi des forces de la Couronne montaient-elles sur cette obscur village, dirigé par un médecin local et un associé dans l'unique distillerie de l'endroit? Pourquoi Saint-Denis s'est-elle transformée en un champ de bataille, et comment fut-il possible pour une force d'insurgés improvisée de défaire une brigade de troupes régulières britanniques?

Le champ de bataille

À l'instar de Saint-Charles et de Saint-Eustache, deux autres centres ruraux transformés en champ de bataille en 1837, Saint-Denis avait été un foyer d'agitation politique depuis la fin des années 1820. Cela était imputable en partie aux activités de Louis Bourdages, représentant de longue date à la Chambre d'assemblée.

Bourdages n'avait jamais oublié ses origines acadiennes. Lorsqu'il choisit en 1790 de s'établir à Saint-Denis avec la femme qu'il avait récemment épousée, sa démarche était en partie attribuable au fait que d'autres familles canadiennes y résidaient déjà, dont certaines n'avaient pas digéré encore cet exil forcé loin de leurs terres des Maritimes. Ambitieux et travailleur, Bourdages devait souvent agir comme homme de confiance de Pierre-Stanislas Bédard, à la Chambre d'assemblée, l'aidant également à fonder le journal réformiste *Le Canadien* en 1806. Lorsque Bédard et deux de ses collègues chez *Le Canadien* furent jetés en prison en 1810 pour «activités séditeuses», Bourdages fut la personne qui, de toute l'Assemblée s'en prit avec le plus de véhémence au Gouverneur sir James Craig et à son administration.

Par conséquent, Saint-Denis fut vite réputée être un foyer de radicaux, quoique le

rôle joué par cette localité pendant la Guerre de 1812 allait quelque peu changer cette image. En effet, la localité avait alors servi de QG à *la Fifth Select Embodied Militia*, qu'on avait surnommé *La Milice du Diable*. Saint-Denis était donc un centre militaire dont l'élite appuyait l'effort de guerre contre l'envahisseur américain. Bourdages avait été promu major dans le bataillon, et avait terminé la campagne avec le grade de lieutenant-colonel. Tout comme l'autre seigneur de Saint-Denis, Louis-Joseph d'Eschambault, ex-officier du 24^e Régiment, il avait accueilli à bras ouverts des étrangers comme le jeune docteur Wolfred Nelson, frais émoulu de l'École de médecine de Sorel, ainsi qu'un jeune officier de Montréal, Louis-Joseph Papineau.

En 1815, cette localité de 80 maisons et de quelque 500 habitants était devenue un centre de répartition céréalière où les bâtiments venaient nombreux faire relâche avant l'entrée au marché de Montréal. A Saint-Denis, Charles St-Germain avait établi, en 1825, une fabrique de chapeaux de castor particulièrement prospère, dans une construction en pierres située sur le Chemin du Roi.

À Saint-Denis également, Wolfred Nelson s'établissait après la guerre, prenant pour femme l'aristocratique Charlotte-Joseph Nôvelle de Fleurimont, dont la famille était étroitement liée à celle du Seigneur d'Eschambault. Tout comme Louis Bourdages, qui s'était porté acquéreur de propriétés et était plus tard devenue notaire, donc personnage influent du village, Nelson avait acheté plusieurs fermes ainsi qu'une distillerie, qu'il exploitait conjointement avec le nouveau seigneur, Louis-François d'Eschambault et avec le D^r Timothée Kimber, de Chambly. À la fin des années 1830, cette distillerie employait douze personnes; les affaires allaient si bien que la maison émettait son propre papier-monnaie.

Le foyer et la petite famille de Nelson était plus francophone qu'anglophone, tant sur le plan linguistique que culturel, à tel point que Nelson pria instamment la gouvernante de parler régulièrement l'anglais avec ses enfants. En 1835, Saint-Denis accueillait un nouveau curé, l'abbé François-Xavier Demers. Cet homme connaissant bien les paroisses établies le long du Richelieu et refusait catégoriquement de se laisser attirer dans la partisanerie politique qui avait eu gain de son collègue de Saint-Charles, l'abbé Augustin-Magloire Blanchet.

Dans les années 1820 et 1830, Saint-Denis était résolument réformiste, c'est-à-dire conventionnel. Car la Réforme tenait le haut du pavé politique un peu partout dans la Province. Le *Union Bill* de 1822 avait permis de réunir sous la même bannière toutes les factions opposées au gouvernement, sous le leadership de Louis-Joseph Papineau qui avait réussi à défaire le projet visant l'union du Haut-Canada et du Bas-Canada, et le choix de l'anglais comme langue unique de l'Assemblée législative. Des notables comme le shérif Charles de Saint-Ours, le colonel Charles de Salaberry, Augustin Cuvillier, Denis Benjamin Viger, Louis Guy, John Neilson et Pierre-Dominique Debartzch avaient tous appuyé la campagne de Papineau. À cette occasion, même Bourdages avait usé de sa grande influence pour aider Papineau, même si tout au long des années '20 Bourdages de Saint-Denis représentait une réelle menace pour la candidature de Papineau à la direction du Parti réformiste. Plus tard, au fur et à mesure que le programme de réforme de Papineau cédait la place au radicalisme le plus complet, un bon nombre de partisans bien en vue allait se retirer. Mais, le représentant de Saint-Denis à l'Assemblée offrit son soutien inconditionnel à Papineau en 1830.

Papineau rendit la politesse à Bourdages lorsque celui-ci proposa en 1831 son *Notable Bill*, un projet qui allait conférer un caractère plus démocratique aux paroisses, en permettant aux détenteurs d'actifs immobiliers de participer à l'administration de la fabrique (comprendre le Conseil paroissial). En proposant ce projet, Bourdages était conséquent envers lui-même. Il n'hésita pas à s'en prendre aux autorités paroissiales ainsi qu'aux bureaucrates de l'Assemblée. Tout comme dans le cas de Bourdages auparavant, Nelson n'offrait à Papineau qu'un appui partiel, teinté d'une rivalité lors de la course au leadership chez les Patriotes, du moins dans la campagne et certainement à Saint-Denis même.

À Saint-Denis, Wolfred Nelson aimait dire qu'il était un fervent conservateur devenu fervent réformiste... Pour lui, un conservateur était une personne qui détestait «tout ce qui était catholique et français canadien». Sa radicalisation commença avec l'élection générale de 1827, un an après que le Parti des Patriotes soit issu du vieux Parti Canadien. La nouvelle formation politique était en train de tâter le terrain électoral, surtout dans le cas des sièges détenus traditionnellement par les membres du parti «britannique», c'est-à-

dire les partisans du gouvernement. Nelson avait hâte de s'imposer politiquement. À une vingtaine de kilomètres de là, dans le patelin de la famille Nelson, se trouvait le bourg royal de William Henry, circonscription jugée sûre et connue sous son ancien nom de Sorel.

Sorel, site de la première église anglicane de la province, était la localité la plus anglophile de la Province. L'essentiel de la population était constitué de réfugiés loyalistes qui avaient fui les Colonies vers le sud après 1774. On y retrouvait notamment le père de Wolfred Nelson, qui avait ouvert une école dans la petite localité à l'embouchure de la rivière Richelieu. Le jeune Wolfred et ses frères aînés, George et Robert, connurent très bien la vie de garnison de Sorel, tandis que le Gouverneur y venait souvent en résidence l'été. Les connaissances médicales de Wolfred avaient été acquises auprès d'un médecin militaire. Les Tuniques rouges n'avaient donc pour lui rien d'étranger ou d'inquiétant. En fait, ce n'est qu'après son départ pour Saint-Denis, à l'issue de la Guerre de 1812, que Wolfred découvrit pour la première fois la vie hors d'une communauté anglophone. Il devait admettre plusieurs années plus tard que «ce fut justement cette connaissance plus intime du peuple (le peuple catholique français canadien) qui allait provoquer chez moi les changements politiques».

Pour son frère George, la radicalisation des idées et activités de Wolfred tenait de l'anathème. À maintes reprises, George Nelson fustigea la position de ses jeunes frères, s'indignant surtout que Wolfred fasse office de trublion contre son propre peuple. À l'élection de 1827 à Sorel, Wolfred brigua le poste du puissant procureur général James Stuart, un autre descendant d'une grande famille de Loyalistes de l'Empire-Uni. La course fut si serrée que le Gouverneur, Lord Dalhousie, parla en faveur de Stuart --une première. Nelson affronta alors Dalhousie, l'obligeant à mettre fin à sa campagne publique en faveur de Stuart. Nelson remporta les élections avec une marge de deux votes... Plus tard, les manipulations de Stuart dans le but de faire annuler l'élection eurent pour seul résultat d'entraîner son limogeage et de provoquer un durcissement nouveau des positions dans la région du Richelieu, durcissement dont Nelson allait se constituer le maître à penser.

Et pourtant, en dépit de ses premiers succès, Nelson choisit de ne pas s'engager davantage politiquement, ne représentant pas sa candidature aux élections de 1830.

Toutefois, sa position politique se durcissait, surtout depuis la mort de son ami et allié Louis Marcoux, tué pendant la campagne politique de 1834 à Sorel. Nelson se servit des funérailles de Marcoux comme manifestation politique. Lorsque les autorités religieuses refusèrent d'ériger une statue à la mémoire de Marcoux à Sorel, Nelson ne tarda pas à faire construire la statue à Saint-Denis, où il l'inaugura dans le cadre de fastueuses cérémonies.

La famille des Nelson était donc en proie à de véritables déchirements politiques. George Nelson décrit le caractère violent de l'attaque lancée contre lui par Wolfred lorsque, en 1832, lui-même s'était opposé à un candidat du Parti des Patriotes, à Saint-Ours. «Vous, Pères et Aînés, devait lancer Wolfred Nelson, vous qui êtes chefs de famille, vous ne pouvez avoir oublié les atrocités perpétrées contre vous par cette race [les Anglais]... frond récitez-les à l'oreille de vos enfants et de vos jeunes, dites-leur d'être prudents et vigilants, de ne pas communiquer avec eux, ces dangereux et cruels ennemis... Vous, les Jeunes, vous m'avez bien entendu, écoutez bien et suivez les mises en garde de vos parents si vous voulez être bénis de votre Pays et de la Providence. Ignorez ces recommandations et vous serez frappés par la malédiction de Dieu; vous serez des esclaves et des misérables, entachés de la risée et du ridicule que vous aurez bien mérités; vous serez les bûcherons et porteurs d'eau qu'ils [les Anglais] veulent faire de vous.» C'est ainsi que Wolfred Nelson n'hésitait pas à faire usage d'arguments racistes à l'endroit des Anglais, convaincu, comme devait le dire sa fille, que sa démarche était celle «d'un homme épris de justice qui, tout en étant lui-même anglais, s'était élevé contre son propre peuple, [au nom] d'une race opprimée qui n'était pas la sienne mais pour laquelle il portait un grand amour.» Il va de soi que cette rhétorique s'inscrivait parfaitement dans la pensée politique du jour.

À l'été 1837, Saint-Denis était devenue l'un des principaux centres ruraux de conscientisation politique. Nelson devait y organiser la première réunion de «lutte contre la coercition» pour protester contre la décision de Lord John Russell de puiser dans les recettes provinciales sans obtenir la sanction de l'Assemblée locale. Russell espérait ainsi faire échec à la tactique employée par Papineau : refuser d'année en année le vote de crédits. Les dirigeants du Parti des Patriotes lançaient des appels au désordre : «Remuez-vous! Agitez-vous! Détruisez le revenu, dénoncez les oppresseurs. Tout est légal quand

nos libertés individuelles sont en péril!» Ces appels n'allaient pas tomber dans les oreilles d'un sourd, surtout à Saint-Denis où régnait depuis belle lurette un esprit de e à l'endroit des hommes politiques ou ecclésiastiques -- d'abord avec Bourdages puis avec Nelson.

Par conséquent mena, début septembre 1837, les Patriotes les plus endurcis dans une manifestation savamment orchestrée, visant à engendrer du mépris à l'endroit des représentants du gouvernement. Lord Gosford, le shérif Charles de Saint-Ours, le seigneur Pierre-Dominique Debartzch, de Saint-Charles, et d'autres encore furent donc pendus en effigie sur la place publique. À Saint-Denis, la plupart des personnes qui désapprouvaient de tels agissements jugèrent plus prudent de se taire. Ce ne fut pas le cas de M^r Louis Cheval Saint-Jacques, la soeur du dirigeant patriote Côme-Seraphim Cherrier, et cousine de Papineau et de l'évêque Jean-Jacques Lartigue. M^{me} Saint-Jacques était farouchement «constitutionnaliste» et les Patriotes la soupçonnaient d'informer le journal montréalais loyaliste *L'Ami du peuple* des actions menées par les Patriotes le long du Richelieu. Lorsqu'elle demanda aux habitants de Saint-Denis de ne pas participer aux actions injurieuses contre le Gouverneur, Wolfred Nelson piqua une véritable crise. Comme devaient l'apprendre plus tard Papineau et Thomas Storrow Brown, les sautes d'humeur de Nelson ne devaient pas être prises à la légère. En l'espace de quelques semaines, Nelson organisa un charivari contre M^r Saint-Jacques, lequel allait avoir des conséquences tragiques.

En tant normal, un charivari constituait un coup plutôt bénin, qu'un certain nombre de personnes masquées organisaient en entourant une maison, surtout un soir de noces ou à d'autres occasions spéciales, pour y déclencher tout un tintamarre visant à taquiner les victimes de la plaisanterie. À l'été 1837 toutefois, le concept du charivari s'était politisé.

Les bisbilles ayant donné lieu au charivari de Saint-Denis étaient typiques de celles qu'on retrouvait au sein de nombreuses familles du district de Montréal, au fur et à mesure que l'agitation politique se transformait en insurrection. Non seulement les Papineau, les Cherrier et les Viger s'opposaient aux Ogden, Stuart et Sewell, il y avait également une guerre larvée entre les Papineau et les Cherrier d'une part, et les Nelson entre eux d'autre part. Les pires querelles séparaient les familles qui avaient connu des mariages mixtes franco-anglais. Lorsque la foule mixte en provenance de la distillerie de Nelson marcha

sur la maison de M^{me} Saint-Jacques, en cette nuit orageuse du 24 septembre, aux cris de ces «Vivent les Patriotes!», la jeune fille de M^{me} Saint-Jacques rétorqua, avec tout autant de coeur, «Vivent les Bureaucrates, qui ne sont pas des vauriens comme vous! Et d'ajouter : Si j'avais un fusil, je n'hésiterais pas à vous tirer dessus!»

Finalement, la foule se retira, mais revint le lendemain avec l'intention de monter un assaut contre la maison. De l'intérieur, un ami de M^r Saint-Jacques, William Mitchell, ainsi que les femmes ouvrirent le feu. Dans la foule, deux jeunes hommes furent atteints. L'un d'eux devait décéder. Comme la populace en furie envahissait la maison pour la mettre en pièces, Mitchell, Rosalie Saint-Jacques et sa mère prirent la fuite. La foule retourna le jour suivant pour brûler la maison, mais elle en fut empêchée par une pluie battante. Les tempéraments commencèrent à se calmer, mais pas assez pour que M^{me} Saint-Jacques puisse être laissée en paix. Elle fut donc saisie et accusée de meurtre, puis menée dans une prison de Montréal dans la voiture de Wolfred Nelson. Par la suite, elle fut acquittée lorsque des témoins racontèrent le traitement qu'elle avait subi lors du charivari.

Cet automne-là, le commandant des forces de la Couronne, sir John Colborne, passa le plus clair de son temps à Sorel, évaluant les rapports fournis par ses éclaireurs au sujet de l'activité dans les villages du Richelieu. Le 22 septembre, il apprit que «plusieurs assemblées publiques s'étaient déroulées à Saint-Denis et à Saint-Ours dans le but de nourrir le climat d'agitation sociale, et qu'on y avait tenu des propos violents et séditions. Il fut alors proposé de constituer un corps de cavalerie». Il savait également que de nombreuses personnes avaient été mobilisées, et que «Wolfred Nelson avait convoqué les Patriotes... en leur demandant d'être prêts à prendre les armes,».

Les rapports à l'effet que non moins de 500 personnes aient été réunies dans les paroisses voisines de Saint-Denis inquiétèrent Colborne. «Il ne fait aucun doute, devait-il écrire, que la population rurale demeurera calme; toutefois si quelqu'un d'aussi fou que W. Nelson ou d'aussi bête que d'Eschambault ont assez d'influence pour tenir fermement la place de Saint-Denis, les hommes relevant d'eux pourraient être prêts à tout... Il est clair que W. Nelson, d'Eschambault et quelques autres sont prêts à passer à l'action.» Toutefois, Colborne était sûr de lui, estimant, fin septembre, qu'une journée de marche suffirait à une

«force respectable» constituée de troupes régulières pour prendre en main la localité de Saint-Denis. Il était convaincu également que l'attaque contre la maison de Mme Saint-Jacques était «une affaire politique».

Un mois plus tard, Colborne faisait preuve d'un optimiste moins béat. Le 21 octobre, il notait que «les villages du Richelieu sont en proie à la corruption... les gens [sont déterminés] à empêcher l'accès à tout magistrat ou officier de milice, sauf ceux qui auront reçu l'approbation des agitateurs.» À cette étape-ci, Colborne ne se faisait plus d'illusions sur l'importance de l'assemblée des Patriotes prévue pour le 23 octobre à Saint-Charles. Il savait qu'on allait tenter de passer des résolutions portant sur la réduction de la dîme et l'abolition des lots et ventes. La manière dont ces résolutions seraient reçues ainsi que le nombre de participants permettraient aux agitateurs de savoir jusqu'où ils pourraient aller.»

Lors de l'assemblée de Saint-Charles, la prise en mains de l'aile militante des Patriotes donna lieu à de subtils tiraillements. En effet, après avoir livré un discours plutôt modéré, Papineau durcit la ligne lorsque les Patriotes défilèrent solennellement autour d'un mât de la Liberté. Chaque homme plaça sa main sur le mât, jurant de conquérir la liberté ou de mourir pour son pays. Ne voulant pas être en reste, il adopta alors un ton plus belliqueux, criant que l'heure était venue de faire fondre les cuillères pour en faire des balles. Une résolution incitait les troupes régulières britanniques à «améliorer leur sort en émigrant vers la République voisine,» promettant que «le peuple de ces comtés ne s'opposerait aucunement à leur passagers. Cette invitation criante à la désertion eut l'effet inverse. Les désertions stoppèrent comme par magie. Au cours de l'hiver 1837-1838, il n'y eut presque plus de désertions. Par contre, l'intimidation des officiers de la milice et des magistrats par les Patriotes s'avérait plus efficace. Les démissions pleuvaient, souvent expliquées par une note indiquant qu'il y avait eu des menaces.

Chemin de la Reine, rebaptisé plus tard Chemin des Patriotes

Sources : Adaptation d'une carte du Bas-Canada, publiée par James Wyld, le 28 décembre 1837

Achigan River	rivière Achigan
L'Assomption River	rivière de L'Assomption
Rivière St. Joseph	rivière Saint-Joseph
Saint Denis	Saint-Denis
Nov. 23, 1837	23 novembre 1837
Saint Antoine	Saint-Antoine
St. Ours	Saint-Ours
St. Sulpice	Saint-Sulpice
Saint Hilaire	Saint-Hilaire
Saint Hyacinthe	Saint-Hyacinthe
St. Jean Baptiste	Saint-Jean-Baptiste
Riv. La Miotte (Riv. L'Amyot)	rivière La Miotte (rivière L'Amyot)
St. Marc	Saint-Marc
St. Charles	Saint-Charles
Nov. 25, 1837	25 novembre 1837
Richelieu River	rivière Richelieu
Yamaska River	rivière Yamaska
Ft. Chambly	Fort Chambly

MONTREAL ET LE BAS DE LA VALLÉE DU RICHELIEU
1837

A peine une semaine après assemblée des Patriotes, les magistrats de la ville de Québec réclamaient n de Papineau, de Nelson et des autres notables qui avaient participé à l'assemblée de Saint-Charles. Lorsque les magistrats apprirent que le Conseil exécutif n'était pas prêt à «aller aussi si loin encore», ils furent atterrés. Et pourtant, parmi les Patriotes, on craignait beaucoup l'émission de mandats d'arrêt à l'endroit des dirigeants. À Saint-Denis, cette inquiétude devait d'ailleurs forcer Nelson à quitter provisoirement le village. Toutefois, devant l'inaction du Conseil exécutif, les chefs des Patriotes reprirent courage et la population rurale du district de Montréal leur offrit son support. Nelson sut jouer avec les sentiments des Patriotes de Saint-Denis, leur affirmant que des mandats avaient été émis pour son arrestation et celle d'autres participants à l'assemblée de Saint-Charles. Quelque 50 jeunes gens de Saint-Denis insistèrent pour constituer sa garde. Nelson les implora : «Mes enfants, ils viennent m'arrêter. Laissez-les faire et rentrez chez vous.» À cela, les habitants rétorquèrent avec fougue qu'ils ne le laisseraient jamais appréhender, qu'ils monteraient la garde et qu'ils assureraient sa protection.

Pour la fillette de 14 ans de Nelson, cet échange verbal semblait illustrer tout ce qu'il y avait de plus noble en son père. Par contre, l'oncle George et le médecin de Saint-Charles, François-Chicou Duvert, patriote modéré, avaient un tout autre point de vue. Ils étaient tous dégoûtés par la conduite de Wolfred. A ce propos, le D^r Duvert émit des remarques si cinglantes que Nelson lui-même dut faire marche arrière et enjoindre à ses hommes de quitter les lieux. À nouveau, les hommes rétorquèrent : «Quarante d'entre nous resterons ici pour vous protéger, vous le méritez et vous n'avez pas à vous en excuser.

Quant aux commentaires du D^r Duvert, nous n'en avons que faire. Ils découlent de la jalousie et ne sont pas honnêtes. « George Nelson fut plus explicite. Il précisa que son frère «avait si bien attisé les flammes que le feu faisait maintenant rage et que Wolfred n'y pouvait plus rien. Sa maison ressemblait à une caserne. Sa femme avait dû retraiter vers l'intérieur avec les enfants!»

Pendant que se poursuivaient ces actions belliqueuses à Saint-Denis, Colborne déclarait sombrement dans son rapport du 12 novembre que «les habitants de toutes les parties de la province refusaient de payer les rentes, et qu'ils ont été informés par les meneurs de l'insurrection qu'ils allaient avoir leurs titres, et que les dîmes et les droits

seigneuriaux seraient abolis. Ce qui fait que tout le monde était directement intéressé par la tournure que prendraient les événements.» Mais ce qui revêt le plus d'intérêt dans le rapport c'est la précision suivante : «Saint-Hyacinthe sera le quartier général des révolutionnaires, et l'on dit que Papineau a été invité hier à s'y rendre pour poser sa candidature à la direction du mouvement, le D' Nelson étant prêt à assumer cette direction au cas où Papineau changerait d'avis.» Ce rapport montre à quel point les services du renseignement militaire suivaient de près l'action du cercle dirigeant des Patriotes, et combien Colbome était conscient des divisions aux plus hautes sphères de la hiérarchie des Patriotes.

Le 13 novembre, trois jours avant que le gouvernement n'émette un mandat pour son arrestation, Papineau quittait secrètement Montréal pour la vallée du Richelieu. Il était accompagné du D' Edmund B. O'Callaghan, rédacteur de son journal de langue anglaise à Montréal -- l'homme en qui Papineau avait le plus confiance. Destination : Saint-Denis, centre névralgique de la rébellion et, par conséquent, cible potentielle d'une action militaire. Papineau et O'Callaghan n'étaient pas les seuls à rejoindre Nelson à Saint-Denis. Lorsque le gouvernement finit par agir le 16 novembre, en émettant des ordres secrets pour l'arrestation de 26 Patriotes éminents, tous les chefs avaient disparu. Informés de la décision à venir, ils avaient quitté Montréal et les autres régions avant l'arrivée des huissiers. Un certain nombre d'entre eux avaient pris la direction de Saint-Denis.

L'arrivée des grands chefs à Saint-Denis posait la question de fonds pour l'achat d'armes, de pièces d'artillerie et de munitions. Pour Papineau, il était malaisé de passer de l'étape de l'agitation constitutionnelle à celle de la conspiration contre le gouvernement. Tant avant qu'après la rébellion, il avait tenu à préciser que son unique objectif était le renouvellement constitutionnel. Tout comme O'Callaghan, il prévoyait que l'agitation sociale créerait une pression susceptible d'amener les concessions politiques voulues.

Or, ces hommes étaient maintenant dépassés par les événements. Les chefs de Saint-Denis décidèrent de s'approprier la caisse de la paroisse, coûte que coûte. Dans la nuit du 14 novembre, quelque 300 Patriotes de l'endroit se rassemblèrent devant l'entrée du presbytère. Aux dires du curé François-Xavier Demers, ils exigèrent qu'il leur cède la somme de 6 000 £ prélevée dans les coffres de l'église. Les hommes informèrent le curé

qu'une résolution avait été passée voulant que lui-même et les marguilliers «consentent à l'achat d'armes à même les fonds de l'église». Demers répliqua qu'il ne consentirait pas à une telle demande. Devant sa détermination, les hommes reculèrent. Quelques jours plus tard, lorsque Demers eut vent de rumeurs voulant que les fonds de l'église soient bientôt volés, il s'empessa de demander aux marguilliers de cacher les deniers sacrés». Tôt dans la matinée du lundi 20 novembre, un capitaine des Patriotes supplia le curé de prêter l'argent aux Patriotes sans leur en demander le motif», afin d'éviter un 20^e crime». Le capitaine assura Demers que le prêt serait garanti. Une fois de plus, Demers refusa.

Cette nuit, Papineau ordonna à David Bourdages, le fils de son confrère à l'Assemblée, d'aller chercher cet argent. Papineau connaissait bien son homme. Comme bien d'autres au sein de la direction des Patriotes, Bourdages n'était pas un catholique pratiquant. Il n'aurait donc pas d'états d'âme en dérobant les fonds de l'église. Accompagné de plusieurs hommes masqués et armés, Bourdages partit vers minuit en direction de la maison du marguillier. Ils exigèrent la clé du coffre, vidèrent ce dernier puis ramenèrent l'argent à Wolfred Nelson qui le dissimula dans sa cave. C'est là la meilleure preuve que les chefs de l'insurrection ignoraient les intentions des autorités militaires à Montréal, qui préparaient une expédition sur Saint-Denis et Saint-Charles dans les vingt-quatre heures. En effet, eussent-ils été mieux informés qu'ils auraient immédiatement envoyé quelqu'un outre- frontière pour s'approvisionner en fusils et en munitions.

L'argent bien à l'abri dans la cave, les chefs des Patriotes tinrent un conseil de guerre dans la maison de Nelson. Selon Nelson, ce fut Papineau qui rédigea l'Acte d'indépendance et qui fut le premier à le signer. Suivirent Nelson et quatre autres participants. Par la suite, ils tracèrent les plans d'un rassemblement le 4 décembre à Saint-Charles, qui se transformait rapidement en un camp retranché placé sous le commandement de Thomas Storrow Brown, un quincaillier en faillite de Montréal.

Portrait de Louis-Joseph Papineau, par R.A. Sproule

Charles-Ovide Perrault prépara les appels au rassemblement, que les messagers partirent livrer aux différents chefs le long du Richelieu et au Lac-des-deux-Montagnes.

À cette étape précise, Papineau était le chef incontesté de l'insurrection. Il faisait de nombreuses allées et venues, conférant avec les chefs locaux, donnant ses recommandations à propos de l'attribution de postes militaires, ordonnant le vol des fonds des églises, surveillant le blocage du canal près de Saint-Denis pour empêcher la navigation de bateaux à vapeur, et ordonnant l'envoi par le fond du traversier pour chevaux afin d'en interdire l'usage par les forces de la Couronne. De partout, les chefs patriotes convergeaient vers la maison de Nelson : George-Étienne Cartier, de Montréal, par voie de Saint-Antoine; Édouard-Raymond Fabre et Charles-Ovide Perrault, venus par Lavaltrie et Contrecoeur; le D^r Eugène-Napoléon Duchénois, en provenance de Varennes; le D^r Thimothée Kimber, de Chambly; et le D^r Joseph Allaire, de Saint-Antoine. Également de Saint-Antoine, le vieux capitaine de Voltigeurs, Louis-Renault Blanchard, ainsi que David Bourdages. Alors que les dirigeants conféraient, leur garde -- une cinquantaine d'hommes accompagnés de sympathisants -- faisait le guet. «Les esprits étaient échauffés... on s'encourageait mutuellement à tenir jusqu'au dernier. Chaque heure qui passait apportait des nouvelles, tantôt favorables tantôt déprimantes, toujours amplifiées».

À Montréal, les autorités civiles et militaires, incapables d'appréhender les chefs des Patriotes, attendirent plusieurs jours pour savoir où étaient passés Papineau, O'Callaghan et Brown. Une fois qu'on apprit que ces dirigeants se trouvaient à Saint-Denis et à Saint-Charles, et que ce dernier village avait été transformé en place forte, Colborne agit avec célérité. Il planifia un mouvement en tenailles, par le nord et par le sud. Une brigade marcherait vers le sud, de Sorel à Saint-Denis; l'autre avancerait de Chambly en effectuant un débordement sur la gauche, visant à évincer les chefs de la révolte de leurs lieux de réunion».

Le rapport que Colborne adressa le 21 novembre au Gouverneur, Lord Gosford, était plutôt laconique : «Les positions qui nécessitent toute notre attention sont celles de Saint-Charles et de Saint-Denis, quartier général de la sédition... Les autorités civiles ont été informées que Brown a réuni un grand nombre d'habitants de Saint-Charles et que Papineau et O'Callaghan se trouvent avec Nelson à Saint-Denis. Elles [les autorités

civiles] ont demandé l'assistance des militaires pour appréhender ces personnes. Le colonel Wetherall, dont les effectifs représentent cinq compagnies et deux canons, partira de Chambly cette nuit pour parvenir à Saint-Charles à l'aube. Quant au lieutenant-colonel Hughes, il quittera Sorel avec cinq compagnies et un canon à minuit, et son heure d'arrivée à Saint-Denis coïncidera *grosso modo* avec celle de Wetherall à Saint-Charles.,> Colborne était fermement convaincu que «l'apparition soudaine des troupes à ces endroits, et leur entrée dans les villages voisins au même moment, permettrait aux autorités de se saisir des dirigeants du mouvement».

Si la météo avait été normale pour un mois de novembre, le calcul de Colborne se serait avéré juste. Saint-Denis se trouve à 25 km au sud de Sorel, et à 11 km de Saint-Charles. Quant à Saint-Charles, cette localité est distante de 27 km du traversier de Chambly.

Manifestement, ce déploiement de troupes ne devait constituer qu'une simple 'opération d'aide au pouvoir civil' (pour le maintien de l'ordre), c'est-à-dire que les soldats devaient accompagner les shérifs et les huissiers dans les localités du Richelieu pour les aider à exécuter leur mandat à l'endroit des chefs de la rébellion. La demande d'aide militaire par les magistrats était parfaitement correcte sur le plan de la procédure. Colborne et le procureur général, Charles Richard Ogden, s'étaient assurés que celle-ci soit signée par des magistrats des deux groupes linguistiques. Par la suite, l'action des militaires fut des plus rapides ce 22 novembre, le Gouverneur de Québec n'apprenant la chose qu'après le déploiement des troupes. Une seule modification fut apportée aux plans, qui allait cependant s'avérer fatidique. Le colonel Charles Gore, quartier-maître général de Colborne, prit le commandement des troupes placées sous les ordres du lieutenant-colonel Charles H. Hughes. C'était un des officiers qui retenait le plus la confiance de Colborne. Or, il allait s'avérer particulièrement inepte au combat. George Nelson allait dire de Gore, au moment où celui-ci attaquait la position tenue par Wolfred Nelson, «que c'était le plus méprisable de tous les incapables qu'il ait jamais connus».

Gore avait quitté Montréal le 22 novembre à 15 h, avec les compagnies de flanc du 24^e Régiment commandées par Hughes, la compagnie légère du 32^e Régiment commandée par le capitaine Frederick Markham et un canon de 12 livres confié au lieutenant Arthur

Newcomen de l'Artillerie royale. Un détachement de la *Royal Montreal Cavalry*, commandé par le cornette Campbell Sweeney, accompagnait les troupes régulières. Le shérif adjoint Édouard-Louis-Antoine Juchereau-Duchesnay avait sur lui les mandats d'arrêt pour Papineau et Nelson.

Les troupes, le shérif et les magistrats s'embarquèrent sur le vapeur *St. George* et parvinrent à Sorel à 18 h. Dans cette ville, tout baignait dans le secret le plus complet. Deux magistrats de Sorel, le vieux D^r Carter, chez qui Wolfred Nelson avait fait son stage en médecine, et le colonel Jones s'aventurèrent dans les casernes pour voir si les troupes avaient besoin de conseils ou de tuyaux locaux. «Tout n'était qu'agitation, silence et mystère; ils retournèrent chez eux plutôt désabusés, n'ayant pas voulu s'imposer.»

Quelques charrettes furent mobilisées pour le transport des canons et munitions. Gore ordonna au commandant de Sorel, le capitaine William Joshua Crompton du 66^e Régiment, de se tenir prêt à rejoindre la brigade avec une compagnie de son régiment. «Mes instructions, devait noter Gore à une date ultérieure, consistaient à marcher... sur Saint-Denis... qu'on m'avait ordonné d'enlever avant d'aller rapidement prêter main-forte au lieutenant-colonel Wetherall du *Royal Regiment* pour l'attaque contre Saint-Charles.»

À 22 h, ils quittèrent Saint-Denis. Il soufflait alors une violente bourrasque venant du nord. La pluie tombait avec une force inouïe. Avec des lanternes pour s'éclairer, les 300 hommes quittèrent la ville. En moins d'une heure, ils étaient trempés jusqu'aux os, pataugeant et trébuchant dans des trous ou des fossés, de nombreux soldats perdant leurs bottes dans la boue. Plus tard, la pluie allait se transformer en verglas et en neige, provoquant le gel des uniformes détrempés. Il faisait jour avant que les troupes n'atteignent la petite rivière à 6 km au nord de Saint-Denis. Là, Gore choisit de prendre la route de campagne connue sous le nom de Pot-au-Beurre, pour éviter Saint-Ours où un groupe d'insurgés avaient été postés. Les soldats étaient maintenant transis au point de ne presque plus pouvoir tenir leurs fusils.

Pendant que les troupes régulières bravaient la tempête, le village fut averti de l'imminence de leur arrivée, grâce à un message envoyé par le curé Cayley de Sorel au curé Demers. Les mouvements de Nelson au cours de cette nuit fatidique indiquent qu'il était parfaitement au courant de l'arrivée des militaires. Il ordonna au forgeron du village, Jean-

Baptiste Mignault, de réparer tous les fusils et de couler des projectiles. Mignault fut aidé par Horace (un fils de Nelson, âgé de 20 ans) et par son étudiant en médecine, Charles Dansereau. Par la suite, Nelson, accompagné par 10 hommes traversa sur l'autre rive pour se rendre au magasin de Perrin, à Saint-Antoine, où il acheta du plomb et un sabre; il y laissa quelques hommes pour garder le magasin durant la nuit.

De retour à Saint-Denis, Nelson réunit un rapide conseil de guerre avec Papineau, O'Callaghan, Kimber, Perrault, Bourdages et d'autres. Le groupe opta pour la lutte armée. Ils poussèrent Papineau à quitter le village de façon à avoir un meilleur pouvoir de négociation avec les forces de la Couronne, quelle que soit l'issue du combat. Mais Papineau fut inébranlable. Il allait rester avec ses hommes. «Je n'ai jamais prêché la révolte armée, insista-t-il, mais plutôt une agitation constitutionnelle. Par contre, aujourd'hui que le vin est tiré, il faut le boire.»

Les chefs renoncèrent donc à le convaincre. Il n'y avait plus de temps à perdre. Des émissaires furent envoyés vers les paroisses voisines pour rassembler les troupes à Saint-Denis. Le village avait déjà élu ses officiers militaires. Le vieux vétéran de 1812, François Jalbert, était capitaine. Les autres officiers étaient l'ancien sergent de milice Jean-Baptiste Maillet, le tavernier François Mignault, ainsi que Charles Ollivier et Jean-Baptiste Lussier. Le notaire de la localité, Joseph-Édouard Mignault, fut nommé quartier-maître par Nelson. Maintenant que l'heure du combat approchait, nul ne disputait plus le *leadership* de Nelson, même pas Papineau; quel paradoxe lorsqu'on sait que Papineau avait été capitaine dans la guerre de 1812 alors que Nelson avait servi à titre de médecin militaire.

Les contingents de Patriotes des localités voisines convergeaient maintenant vers Saint-Denis, leurs officiers se substituant très vite à ceux qui avaient été élus plus tôt par les hommes de Saint-Denis. Parmi eux, Bonaventure Viger (Boucherville), George-Étienne Cartier (Saint-Antoine), qui était le secrétaire correspondant du Comité central permanent à Montréal, et le D' Eugène-Napoléon Duchénois (Varennnes). Le frère de Papineau, Augustin, et le D' Thomas Bouthillier de Saint-Hyacinthe arrivèrent avec quelque 30 à 40 hommes.

Ailleurs aussi, on s'affairait sous la tempête. George Weir, jeune lieutenant du 32^e Régiment, était un des trois porteurs de dépêches à Chambly pour communiquer à

Wetherall les plans du mouvement en tenailles sur Saint-Denis et Saint-Charles. Par la suite, il devait rentrer de vitesse à Montréal, mais arriva trop tard pour s'embarquer avec son régiment à destination de Sorel. Il reçut alors de nouvelles instructions à remettre au commandant de Sorel puis partit par voie de terre en passant par Longue-Pointe afin d'y rejoindre son régiment. Mais à nouveau, la chance n'était pas de son côté. Arrivé trop tard une fois de plus, il loua les services d'un homme de l'endroit, André Lavallée, pour le conduire à Saint-Denis en calèche. Pendant ce voyage sur le chemin cahoteux de la voie principale, il ne rencontra aucun militaire. Il en conclut que ses camarades étaient parvenus à Saint-Denis, ignorant que Gore avait choisi plutôt d'emprunter la route de campagne.

Ainsi, Weir entra en plein coeur de Saint-Denis pour tomber entre les mains des rebelles, encore plus surpris que lui. L'arrivée soudaine d'un officier britannique en tenue bourgeoise, à trois heures du matin, choqua les villageois. Tout excités, les hommes s'agglutinaient dans la rue tout autour de la calèche. Avec grand-peine, Nelson parvint à se faufiler jusqu'à Weir et à le ramener en lieu sûr, dans sa propre maison. Là, Weir fut immédiatement reconnu par Ovide Perrault, qui le connaissait de Montréal. L'officier prisonnier fut enfermé dans une pièce fermée, avec un poêle pour se réchauffer, pendant que Nelson couchait rapidement quelques notes pour Brown, à Saint-Charles, disant qu'il lui envoyait l'officier britannique par souci de sécurité, «car l'excitation est à son comble à Saint-Denis».

Avant l'aube, Nelson partit à cheval en direction de Saint-Ours pour reconnaître les routes et les ponts. Il faillit tomber directement sur l'avant-garde britannique, qui se dépêtrait dans le verglas et la boue. Nelson fit rapidement demi-tour, ordonnant à ses propres piquets d'avant-garde de détruire les ponts enjambant les petits cours d'eau qui alimentent le Richelieu. Malgré cela, Gore parvint à traverser le pont supérieur avant que celui-ci ne soit détruit, même si les insurgés tenaient les flancs de son axe de progression. Les hommes du cornette Sweeney, du *Royal Montreal Cavalry*, délogèrent les insurgés qui cherchaient à éliminer les petits ponts. Ils s'emparèrent également de deux citoyens armés, qui admirèrent avoir été mobilisés par les Patriotes de Nelson et qui étaient prêts à combattre jusqu'au dernier homme. Cette nouvelle inattendue ne faisait pas le bonheur de Gore.

Pour sa part, Nelson se dépêcha de rentrer au village, où il donna des consignes strictes à ses hommes, leur enjoignant de ne pas tirer les premiers. Nelson tenait à préserver un minimum de légalité à sa démarche. En cas d'échec, il pourrait toujours dire que les villageois attaqués n'avaient fait que se défendre. Il s'arrêta chez lui, où il eut le temps d'escorter Louis-Antoine Dessaulles à l'étage supérieur pour conférer avec la distillerie de Nelson au bord de l'eau, juste derrière la bâtisse de Saint-Germain. En tout, le long de la route traversant Saint-Denis, les hommes de Nelson allaient occuper quelque treize maisons.

Adapted from an explanatory sketch of St. Denis by Col. Gore, 23 November 1837.

Adaptation faite à partir d'un plan explicatif de Saint-Denis, réalisé par le colonel Gore le 23 novembre 1837.

Party of Patriotes going to seize the bridge

Bande de Patriotes cherchant à s'emparer du pont

Houses

Houses occupied by Patriotes

Patriotes Houses occupied by Crown Forces

Crown Forces

Patriotes

Maisons

Maisons occupées par les Patriotes

Maisons occupées par les forces de la Couronne Forces de la Couronne

Forces de la Couronne

Patriotes

To Sorel

Hospital

3rd Position

1st Shot

2nd Position

24th

66th

Capt. Markham

Barricade

Fortified House

Distillery

St. Denis

To St. Charles

Ferry

Bateaux

Richelieu River

N

En direction de Sorel

Hôpital

Troisième position

Premier coup de feu

Deuxième position

24^e

66^e

Capt Markham

Barricade

Maison fortifiée

Distillerie

Saint-Denis

En direction de Saint-Charles

Traversier

Bateaux

rivière Richelieu

N

THE BATTLE OF ST. DENIS

LA BATAILLE DE SAINT-DENIS

23 NOVEMBER 1837

LE 23 NOVEMBRE 1837

Avant de se mettre à couvert, les hommes de Nelson érigèrent à la hâte une barricade coupant le chemin menant à la maison de Saint-Germain. Certains prirent position au rez-de-chaussée, d'autres au premier et au deuxième étages, d'autres enfin dans le grenier. Alors que les forces de la Couronne s'approchaient du village vers 9 h 30, les insurgés les flanquaient sur la gauche le long d'un bois. À l'orée du village, sur la berge du Richelieu, d'autres éléments isolés ouvrirent soudain le feu dès que les troupes régulières furent à portée de tir; c'était exactement ce que Nelson avait cherché à éviter.

Dès que les premiers coups de feu eurent retenti, femmes, enfants et non-belligérants fuirent vers la sécurité de la troisième et de la quatrième concession à l'arrière du village. La propre famille de Nelson se trouvait dans une des fermes situées à 2 km du champ de bataille. Walter, fils de Nelson alors âgé de sept ans, décrit le mouvement des troupes : «Il neigeait de temps en temps et le sol était gelé; les pauvres soldats n'avaient pas la tâche facile.»

Gore comprit alors que, au lieu de tomber sur un village endormi, il faisait plutôt face à une véritable forteresse défendue, crut-il d'abord, par 1 500 hommes des plus déterminés. Il s'empressa de répartir ses forces en trois colonnes. Une marcha le long de la rive; celle du centre emprunta la toute principale, le chemin de la Reine, menant à la zone fortifiée; la troisième colonne enfin avançait sur la gauche, dans une tentative de débordement du village par l'arrière. Cette dernière tactique correspondait aux pires craintes des insurgés. La faille dans leur dispositif se trouvait à l'arrière.

Placée sous le commandement du capitaine Frederick Markham, l'avant-garde de Gore n'eut aucune difficulté à se défaire des éléments isolés. Par contre, une fois parvenus à proximité de la bâtisse fortifiée, les soldats furent cloués sur place par l'action des francs-tireurs. Parmi ces derniers, on trouvait le riche marchand de Saint-Denis, Louis Pagé, pour qui sa femme avait confectionné un plastron à partir de plusieurs couches de papier. Non loin de là, se tenait David Bourdages, qui tirait calmement sur sa pipe, entre deux coups de feu. Augustin Laflèche récitait le rosaire; ensuite, quand il vit s'approcher l'avant-garde britannique, il se choisit une cible. Dans la même enceinte

se tenaient le capitaine Louis-Renault Blanchard de Saint-Hyacinthe, ainsi que George-Étienne Cartier et son cousin Henri.

Le D^r Joseph Allaire, de Saint-Antoine, se trouvait parmi les insurgés occupant la maison de Louis Pagé. Il fut le premier à ouvrir le feu contre les troupes anglaises. Son frère Pierre reçut une balle dans la joue dès le début des combats. Malgré cela, le D^r Allaire estima que le jeu valait la chandelle. Le lendemain, il déclarait : «De ma vie, je ne me suis autant amusé». Un de ses camarades partageait ses sentiments. Philippe-Napoléon Pacaud commenta froidement : «J'ignore combien d'entre eux j'ai tué, mais j'ai tiré sans le moindre remord. C'était moins le sentiment d'une avanie ou d'une injustice à réparer que celui de la haine ancestrale entre les races qui s'éveillait en nous; nous luttons contre les forces du despotisme mais nous avons surtout du plaisir à mettre des Anglais en joue». Et pourtant, ironie du sort, son supérieur immédiat était, lui aussi, un Anglais.

D'autres francs-tireurs se dissimulaient dans des fossés ou derrière des étables et des maisons occupées par les insurgés. Un chasseur professionnel, Joseph Courtemanche, dirigeait un groupe d'hommes posté près de la distillerie de Nelson. Son tir portait. Un canon de parade utilisé par la milice fut chargé de chaînes et de ferraille et mis en batterie devant la bâtisse fortifiée pour balayer la route de son tir. Des hommes sans armes attendaient pour ramasser le fusil de ceux qui tombaient. Tant qu'il y aurait des munitions, la bataille se poursuivrait.

Alors que les soldats réguliers s'avançaient, deux d'entre eux furent immédiatement tués par les francs-tireurs de la bâtisse de Saint-Germain. Gore ordonna alors à trois compagnies d'avancer pour renforcer l'attaque. Celles-ci étaient sous le commandement des capitaines W.J. Crompton du 66^e, F.T. Maitland duo et H.W. Harris du 24^e. Il fit disposer un obusier à la droite du chemin de la Reine, à quelque 350 mètres de la bâtisse fortifiée. Cependant, chaque fois qu'un artilleur venait pour mettre en batterie la pièce de campagne, il était abattu par un des hommes de Nelson. Coup sur coup, trois artilleurs furent abattus avant qu'on ne parvienne à allumer le boutefeu. Le boulet de canon entra par la fenêtre du premier étage, tuant sur le coup trois insurgés. Un autre Patriote, Pierre Minet, fut atteint par une balle alors qu'il s'approchait de cette fenêtre.

Comme bien des soldats qui reçoivent leur baptême du feu, un certain nombre d'hommes de Nelson détalèrent. Modeste Roy admit sans fausse pudeur qu'il avait paniqué et qu'il s'était «caché dans la cave». D'autres cherchèrent à se dissimuler dans l'âtre ou à fuir par les fenêtres de l'arrière. Furieux, Nelson menaça d'égorger tout homme qui aurait l'idée de s'enfuir. Les combattants reprirent possession de leurs moyens. Il eut alors la bonne idée de les envoyer au rez-de-chaussée où ils seraient moins exposés au tir du canon.

Le canon des Patriotes, qui avait été placé à l'extérieur, restait silencieux. Le canonnier de service, Pierre Bourgeois, voyant à quel point il avait été facile pour les francs-tireurs d'abattre les artilleurs britanniques, demeura sagement hors de vue. Les Tuniques rouges tirèrent leur obusier vers une position mieux protégée mais moins efficace, à la gauche de la route principale. À partir de là, les artilleurs allaient soumettre, pendant quatre heures d'affilée, la bâtisse de pierre à leur bombardement, mais sans le moindre effet significatif sur la construction ou sur ses défenseurs.

Comme les forces de la couronne approchaient du village, Nelson ordonna au capitaine Jean-Baptiste Maillet de mener le prisonnier britannique, George Weir, à Saint-Charles. Maillet arriva à la maison de Nelson avec deux compagnons, François Toussaint Mignault et Pierre Guertin. Weir fut placé à côté du conducteur (Mignault), les mains liées derrière le dos. Les deux gardes prirent place à l'arrière, l'un d'eux armé d'un sabre. Sur le chemin cahoteux, Mignault remarqua que les mains de Weir étaient bleues de froid. Il lui donna des gants. Maillet défit la courroie de cuir qui retenait le corps de Weir. Une autre courroie restait attachée au dos de Weir, maintenue par Maillet. La route devenant de plus en plus traîtresse, Mignault proposa que Guertin descende de la charrette puisque deux hommes pouvaient fort bien assurer la garde d'un prisonnier désarmé. C'est ainsi que lorsque la canonnade retentit, annonçant le début de la bataille de Saint-Denis, les deux gardes et leur prisonnier dépassaient cahin caha l'église du village dont le bedeau sonnait le tocsin pour appeler les hommes de Saint-Denis au combat.

Dès que Weir entendit les coups de canon, il sauta à bas de la charrette en criant «Laissez-moi voir les soldats!». La courroie le retenant par le dos, il fut traîné sur les

genoux alors que la charrette s'avançait. Maillet, surpris par la détente de Weir, descendit à terre et commença à frapper l'officier de son sabre. Le sabre se rompit et Maillet cria à l'aide. Une foule convergea vers eux. Un des hommes, Joseph Pratte, attaqua Weir à coups de sabre de dragon, le blessant mortellement. Weir titubait en se protégeant la tête des mains tandis que la foule hurlait au conducteur Mignault : «À mort, finissez-le!». Mais le conducteur refusait d'abattre l'officier. Sur ces entrefaites, le capitaine François Jalbert arriva à cheval. Voyant l'état de Weir, lui aussi cria «Finissez-le!». Louis Lussier pointa son fusil sur Weir. À trois reprises, l'arme eut des ratés avant que le coup de grâce ne puisse être administré.

La mort de Weir

Maillet et Mignault soulevèrent le corps de Weir et le jetèrent dans un ruisseau tout proche. Ils le recouvrirent de pierres puis revinrent à la bâtisse fortifiée pour informer Nelson de ce qui venait de se passer. Celui-ci était furieux d'apprendre que deux hommes armés n'avaient pas été en mesure de maîtriser un prisonnier sans défense. Plutôt embarrassés, les hommes répondirent simplement qu'ils avaient été trop nerveux. Nelson leur rétorqua qu'ils étaient «de véritables bêtes maudites qui avaient commis un acte répugnant».

Alors que Nelson apprenait la mort de Weir, Papineau et O'Callaghan recevaient la visite d'Édouard-Raymond Fabre, le libraire dont l'établissement montréalais avait été le quartier général des Patriotes. Fabre avisa probablement Papineau du mouvement de la brigade de Wetherall en direction de Saint-Charles. Il est probable que ce soit cette nouvelle qui ait finalement convaincu Papineau de quitter Saint-Denis. Dans les minutes qui suivirent cette rencontre, Papineau et O'Callaghan revêtirent leurs tuques et des cagoules de grossière étoffe campagnarde. Jean-Baptiste Massé leur donna des pistolets. Ils se dirigèrent à cheval vers l'intérieur de la campagne. Durant toute la matinée, ils croisèrent des Patriotes qui se dirigeaient vers Saint-Denis, cherchant des yeux les renforts que Nelson avait demandés d'urgence à Brown.

Quand ils rencontrèrent finalement le contingent de Saint-Charles, dirigé par le D' Henri-Alphonse Gauvin, qu'ils connaissaient très bien, Papineau demanda en anglais s'il y avait le moindre signe de présence militaire britannique à Saint-Charles. Gauvin lui assura que, jusque-là, cela n'était pas le cas. Manifestement, Papineau ne croyait pas que les choses allaient bien à Saint-Denis. Il informa Gauvin de ses craintes : « Les Canadiens sont en mauvaise posture à Saint-Denis ». Il urgea Gauvin de réunir le plus d'hommes en chemin et de les mener à Saint-Denis.

Par la suite, Papineau et O'Callaghan firent ce que Nelson et d'autres leur avaient demandé à maintes reprises. Ils attendirent dans les concessions périphériques l'issue des combats. Il faisait de plus en plus froid. En cette triste journée de novembre, ils n'avaient pas de vivres sur eux, et la nuit tombait vite. À plusieurs reprises, ils rencontrèrent des contingents de Patriotes qui, ne reconnaissant pas Papineau dans son *étoffe du pays*, jetaient sur lui des regards pleins de suspicion. Après s'être égarés à plusieurs reprises, ils retrouvèrent finalement la route de Saint-Hyacinthe, qui leur permit de rejoindre, transis, trempés et affamés, la maison du frère de Papineau, Augustin.

Lorsque Gauvin et sa petite bande de Saint-Charles furent parvenus à Saint-Denis, l'issue du combat était loin d'être décidée. Gauvin ordonna à ses hommes d'affaiblir le pont sur la rivière La Miotte, à l'arrière du village, pour en rendre périlleuse la traversée par les soldats qui cherchaient à cerner le village. À midi, les Tuniques rouges avaient adopté des positions défensives, à l'abri de clôtures et de piles de bois. Le capitaine

Markham entreprit désespérément d'enfoncer la position fortifiée. Avec le lieutenant John Inglis, fils de l'évêque anglican de la Nouvelle-Écosse, Markham et quelques hommes du 32^e Régiment foncèrent vers la maison qui se trouvait en face de la fabrique de Saint-Germain. Ils parvinrent à en déloger les défenseurs à la pointe de la b;ionnette, mais seulement après que Markham eut été atteint en trois endroits.

Nelson éprouvait lui aussi des difficultés. En dépit des menaces de représailles, les défections se poursuivaient. Son étudiant en médecine, Charles Dansereau, avait quitté subrepticement le village vers midi, en direction de la frontière américaine. Les réserves de poudre et de munitions de Nelson étaient à la baisse, mais il parvint à dépêcher George-Étienne Cartier jusqu'à Saint-Antoine pour en rapporter. Quant à Gore, ses réserves de matériel étaient censés l'attendre bien en sécurité à bord du *Varennés*, amarré à un quai de Saint-Ours. Cependant, les rebelles de Saint-Ours avaient ordonné, l'arme au poing, au commandant du *Varennés* de lever l'ancre. Du reste, celui-ci ne s'était pas fait prier, étant un Patriote de la première heure.

La chance de Nelson tenait bon. Les renforts continuaient de converger sur Saint-Denis, certains d'entre eux à bord de barges qui passaient pourtant tout près des troupes de Gore, sans être inquiétées, avec à leur bord des Patriotes qui entonnaient fièrement et d'un ton triomphant des chants nationalistes. Gore ne pouvait compter sur aucuns renforts. Pas plus qu'il ne pouvait se permettre de bombarder les barges. Mais ce fut là une erreur car quelques coups bien ajustés auraient probablement découragé les Patriotes. Quoiqu'il en soit, l'arrivée des troupes fraîches permit aux rebelles d'avoir le dessus. Les renforts furent postés à l'arrière du village. Pendant ce temps, Gore qui tentait désespérément d'enfoncer le dispositif défensif des Patriotes, dépêcha en vitesse 140 hommes à travers les champs, à l'arrière. Là, les hommes de Saint-Antoine, placés sous le commandement du capitaine André Beaugard, les accueillirent d'un tir si bien ajusté qu'ils durent battre en retraite.

Alors que la lumière baissait, le tir des combattants faiblit, les deux côtés voulant économiser leurs munitions et ne tirant qu'à coup sûr. Quand Ovide Perrault constata que certaines positions des rebelles étaient trop exposées, il informa Nelson qu'il allait courir les avertir du danger. Nelson cria : «Non! Non! Perrault, n'y va pas. Je te

l'interdis!». Perrault protesta qu'il allait y aller à la course, ce à quoi Nelson rétorqua : «N'y va pas, si tu y vas, tu es un homme mort.. N'en faisant qu'à sa tête, Perrault se précipita à l'extérieur. À peine avait-il parcouru quelques mètres qu'il fut mortellement atteint. Ce fut le seul chef de la rébellion à être tué au sud du Saint-Laurent.

Le repli des Britanniques

Vers le milieu de l'après-midi, Gore était convaincu que tout le pays était sous les armes. Il finit par réaliser que la place forte ne pourrait être détruite à distance. Il fallait donc soit lancer l'assaut soit se replier avant que le pont à l'arrière ne soit détruit et sa retraite coupée. Voyant l'état de démoralisation de ses hommes, le gel succédant à la pluie et à la neige, il opta pour le repli. Cette décision était dure à accepter pour les officiers et pour les hommes, dont plusieurs arboraient des décorations de la guerre d'Espagne. Les soldats du 32^e Régiment refusèrent de quitter sans le capitaine Markham, qui gisait grièvement atteint dans une maison en face de la position fortifiée des Patriotes. Un sergent se précipita sous un feu nourri pour tenter de l'évacuer. Markham fut atteint une quatrième fois alors qu'il était dans les bras de son sauveteur.

Portait de Sir John Inglis

Les troupes régulières opérèrent leur retraite avec les blessés dans des charrettes et l'obusier au centre de la colonne. Des groupes d'insurgés placés sous le commandement de David Bourdages se trouvaient sur leurs flancs. Le lieutenant-colonel Hughes du 24^e Régiment, de la Nouvelle-Écosse tout comme Inglis, commandait l'arrière-garde, laquelle fit deux victimes parmi les rangs des Patriotes. Hughes empêcha Bourdages et son unité de détruire le dernier pont jusqu'à ce que les Tuniques rouges aient pu le franchir. Par contre, après avoir traversé la rivière, les chevaux attelés à l'obusier ne pouvaient plus avancer, les roues du transport étant prises dans la boue, complètement gelées.

L'heure était grave pour ces soldats aguerris dans la tradition de Wellington, qui n'avait jamais perdu un canon dans la guerre d'Espagne. Les chevaux des officiers furent attelés à l'obusier, en vain. Au bout de sept heures d'efforts constants, et après que le médecin militaire l'ait informé qu'une demi-heure de plus provoquerait de graves engelures, Gore ordonna à ses troupes d'abandonner le canon et de poursuivre leur chemin. De nombreux soldats étaient pieds nus, leurs mocassins de cuir déchirés par la glace et la terre gelée. Outre le canon, ils laissaient derrière eux huit blessés. Ceux-ci

furent soignés par les médecins des Patriotes qui, dès qu'ils eurent déposé leurs armes, reprirent les instruments de leur métier pour retourner à leurs activités normales. Les corps des soldats tués furent jetés à la rivière. Selon la petite histoire, les étudiants en médecine de Nelson allèrent les y repêcher, «pour leur plus grand plaisir».

Les Patriotes avaient perdu 12 morts et 7 blessés. Morts sur le champ de bataille Charles-Ovide Perrault de Montréal, ainsi que Charles Saint-Germain, Pierre Minet, Antoine Lusignan, Joseph Dudevoir, J.B. Patenaude, Eusèbe Phaneuf, Levi Bourgeois, Benjamin Durocher, F. Mandeville et Honoré Boutillier. Le jeune François Lamoureux de Saint-Ours, un garçon de 17 ans, fut abattu alors qu'il suivait de trop près les fuyards britanniques. Les pertes de Gore s'élevaient à 6 morts, 10 blessés et 6 disparus (morts ou déserteurs). Clairement, le tir des francs-tireurs de chaque bord n'avait pas été particulièrement efficace.

Gore poursuivit jusqu'à une ferme située à environ 2 km après Saint-Ours, où ses troupes bivouaquèrent quelque temps et firent des provisions avant de poursuivre leur marche toute la nuit jusqu'à Sorel. Ils arrivèrent à destination le lendemain matin, le 24 novembre, vers 11 h, n'ayant eu qu'une seule heure de repos depuis leur départ de Montréal deux jours plus tôt. Le shérif adjoint et le magistrat qui avaient accompagné Gore continuèrent jusqu'à Montréal, faisant irruption chez Colborne à 2 h du matin pour lui annoncer la nouvelle ahurissante de la défaite de Gore à Saint-Denis. Réveillé de façon si brutale et à une heure aussi matinale, Colborne envoya une première dépêche glaciale à Gore : «D'après le rapport du shérif, j'en conclus que, à l'issue de votre échec, vous vous replierez immédiatement sur Sorel. » Plus tard, Colborne adoucit le ton, prenant la peine d'envoyer des renforts à Gore, à Sorel : deux compagnies et deux canons sur le *St. George*, avec la précision suivante : «Je laisse entièrement à votre bon jugement et à votre discrétion la décision de demeurer à Sorel ou de retourner à Montréal avec la force que vous commandez. »

Saint-Charles

Les rebelles étaient non moins surpris que les militaires montréalais par leur victoire à Saint-Denis. Nelson avait espéré tout au plus pouvoir clouer sur place les forces anglaises. Avec Papineau loin du théâtre des opérations, le chef des insurgés espérait pouvoir négocier en position de force, en brandissant le spectre de l'insurrection, de manière à obtenir du Gouvernement de réelles concessions politiques. Or, la bataille initiale s'était soldée par une victoire décisive des insurgés. L'étonnement fit rapidement place à l'euphorie dès que la nouvelle de la victoire se fut répandue le long de la vallée du Richelieu. Par contre, ce n'est pas l'euphorie qui régnait chez les réguliers du colonel George Wetherall, en train de jouir de l'aimable hospitalité du seigneur de Rouville, à quelques kilomètres au sud de Saint-Charles. Après une marche forcée, depuis le départ de nuit de Chambly, Wetherall avait eu la sagesse de faire arrêter sa brigade à Saint-Hilaire. Ce qui veut dire que ses troupes n'avaient pas lancé d'attaque contre Saint-Charles au moment où Gore luttait à Saint-Denis. Compte tenu de l'état physique de ses hommes, on peut dire que Wetherall avait agi avec sagesse. Ses soldats n'étaient pas en meilleur état physique que ceux de Gore, même si leur objectif était plus facile à enlever. La principale position des insurgés à Saint-Charles était le manoir des Debartzch, un *bungalow* de bois, et non pas une robuste bâtisse de pierre avec des murs de quatre pieds d'épais comme à Saint-Denis. Le commandant militaire des insurgés de Saint-Charles était un inconnu, venant de l'extérieur, Thomas Storrow Brown de Montréal, dont la nomination au poste de général de l'armée du sud avait été contestée par des gens de l'endroit. Son élection avait été rendue possible par un discours à l'emporte-pièce de Papineau, qui assura les hommes de Saint-Charles que «une révolution réussirait au Canada».

En outre, durant toute la bataille, des insurgés avaient fait route vers Saint-Denis. À Saint-Charles, c'était tout le contraire. Et pourtant, la fortune de la guerre aurait pu sourire à n'importe laquelle des deux parties. En effet, si Wetherall avait lancé l'attaque comme prévu, Brown n'aurait pu se permettre d'envoyer des renforts, même symboliques, pour aider Nelson à Saint-Denis; et les insurgés n'auraient pu être galvanisés par l'hésitation des Tuniques rouges devant Saint-Charles. D'un autre côté,

vu l'état d'épuisement de ses hommes, Wetherall aurait très bien pu connaître la défaite, à l'instar de Gore. Or, une double victoire pour les insurgés aurait pu, dans cette phase préliminaire de l'insurrection, pousser les plus frileux à rejoindre les rangs des Patriotes, en plus d'inciter des éléments américains à venir pêcher en eau trouble au Canada.

La bataille de Saint-Denis, par H. Julien.

La victoire de Saint-Denis porta le moral de Nelson à son zénith. Papineau s'empessa de revenir de Saint-Hyacinthe et tous deux partirent à cheval vers le camp de Brown, à Saint-Charles. Là, Papineau tint un vibrant discours à quelque 40 insurgés, dans la maison des Debartzch, leur enjoignant de tenir bon. Il leur affirma que, en cas de retraite, leurs camarades qui les attendaient à l'arrière les puniraient. Nelson, à qui la victoire donnait des ailes, était plus positif dans sa harangue. Affirmant que les hommes de Saint-Denis avaient battu les troupes britanniques, il lança même que «si nous avions eu plus de munitions, nous les aurions poursuivis jusqu'à Sorel et nous les aurions tous éliminés». Pour fouetter le moral de ses troupes, Nelson exagéra un tant soit peu en assurant les hommes de Saint-Charles que les localités de Saint-Jean et de Chambly, ainsi que la route de Longueuil, étaient tombées entre les mains des Patriotes. «Il faut, s'exclama Nelson, combattre les troupes venues à Saint-Charles avant de marcher sur Montréal.

Et pourtant, ce n'était pas du tout ce que Nelson allait dire plus tard de cette bataille. Avec une décennie de recul, il parla de son désarroi à l'idée de devoir combattre les «soldats de l'Angleterre». Or, à la veille de la bataille de Saint-Charles, il n'était nullement attristé à cette perspective. Non seulement offrit-il à Brown 300 hommes armés pour aider à la défense de Saint-Charles, il offrit aussi le mortier pris aux Anglais et le canon de parade qui n'avait pas servi pendant la bataille de Saint-Denis.

Le lendemain, lorsque Wetherall sut capitaliser sur son *bluff*, les espoirs des meneurs de Saint-Charles furent balayés. En effet, en l'absence de nouveaux ordres du quartier général de Montréal (toutes les estafettes de Colbome avaient été interceptées par les rebelles), les troupes de Wetherall attaquèrent avec succès la forteresse des Patriotes. Ce revirement dans les fortunes de la guerre transforma provisoirement l'euphorie des rebelles en désespoir. De nombreux insurgés et villageois déferlaient de Saint-Charles vers Saint-Denis. Lorsque Brown lui-même entra à Saint-Denis, Nelson lui demanda sèchement pourquoi il n'était pas à Saint-Charles. Par la suite, devant le flot continu des réfugiés, Nelson entreprit à nouveau d'ériger des défenses hâtives, cette fois sur le flanc sud de la ville, dans l'attente d'une attaque de Wetherall de ce côté-là.

L'idée d'un deuxième engagement plaisait aussi peu à Wedierall qu'à Nelson. Durant une journée entière, il demeura sans bouger à Saint-Charles, espérant l'arrivée de nouveaux ordres de sir George Colborne à Montréal. Sa seule action, qui allait s'avérer efficace et qui lui avait été proposée par un officier provincial, le colonel Augustus Gagy, avait consisté à dépêcher le curé de Saint-Charles avec un message pour le curé de Saint-Denis. On y parlait d'une amnistie générale pour tous les insurgés, à condition que Nelson et Brown soient remis aux autorités. Les éclaireurs de Nelson interceptèrent le message, auquel les combattants réagirent avec mépris. Et pourtant, la tactique allait fonctionner. Au cours de la nuit, le curé fit le tour des différents avant-postes, demandant aux hommes de cesser de défier les autorités. Le lendemain, le 27 novembre, lorsque Brown et Nelson sortirent de leurs lits, la plupart de leurs hommes s'étaient évanouis dans la nature.

Bien que déçus, les chefs de l'insurrection n'avaient pas perdu leurs moyens. Ils décidèrent de se regrouper à Saint-Césaire, petit village au sud-est de Saint-Charles, où le chef des insurgés, le major Toussaint-Hubert Goddu, vétéran de la campagne de 1812-1814, avait monté son camp. Le hasard faisait bien les choses, Saint-Césaire se trouvant sur la rivière Yamaska, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière américaine. Nelson, Brown, Marchessault et les Cartier, entre autres, se dirigeaient vers Saint-Césaire, tandis que Papineau et O'Callaghan partaient vers la frontière pour réunir armes et munitions. Papineau dépêcha Bouchette aux États-Unis en l'enjoignant de ramener au

plus tôt ses achats vers Saint-Césaire où, dit-il, Nelson organisait un nouveau camp.

Nelson et ses compagnons parvinrent jusqu'aux environs de Saint-Charles. Toutefois, craignant que les troupes britanniques de Wetherall ne soient en train de ratisser la campagne, ils se dissimulèrent dans les bois à l'arrière du village, «transis **de** froid et enviant le sort des tués». Ils furent très surpris de voir les troupes de Wetherall se replier en se dirigeant non pas vers Saint-Denis mais plutôt vers Saint-Hilaire. Wetherall avait décidé qu'il serait trop risqué d'attaquer Saint-Denis, ce qui démontre à quel point il était mal renseigné. Il alla plutôt vers Chambly, craignant que les conditions climatiques sur le Richelieu ne lui coupent la retraite.

Dès que les soldats eurent évacué les lieux, Nelson et Brown sortirent de leur cachette à l'arrière de Saint-Charles. Ils foncèrent vers Saint-Denis où «l'atmosphère était sinistre, le village désert. Un petit groupe de fidèles partisans entoura Nelson, mais l'humeur était sombre. Selon Brown, «tous les dirigeants étaient partis vers des endroits plus discrets ou encore vers les États-Unis. Abandonné par ses lieutenants, Nelson demeurait positif et gardait la tête haute, malgré l'épuisement dû à la tension nerveuse, à la fatigue et aux déceptions».

À Montréal, le frère de Nelson, Robert, qui allait un an plus tard mener une deuxième révolte, tenta désespérément de réunir les forces nécessaires pour mener une attaque de diversion par le nord, sur Montréal même. Robert Nelson envoya aux habitants du Lac-des-deux-Montagnes un rapport exagéré sur la défaite des troupes régulières à Saint-Denis, en les assurant que «la ville était terrorisée... qu'on n'y trouvait presque plus de soldats... et que son frère et ses camarades comptaient beaucoup sur une diversion de ce côté-ci de la rivière». Toutefois, lorsque le colonel Wetherall revint triomphalement à Montréal emportant avec lui le mât de la liberté de Saint-Charles, les hommes de la région nord demeurèrent sagement chez eux.

Retour à Saint-Denis

Ayant remonté le moral de la garnison à Montréal, Colborne ordonna à Gore de retourner à Saint-Denis. Il avait reçu des informations voulant que Nelson ait ordonné aux habitants de Varennes et des alentours d'amener leurs armes à Saint-Denis. Le mandat de Gore consistait à supprimer tout risque d'insurrection dans la vallée du Richelieu avant que Colborne n'avance vers d'autres foyers de révolte, notamment le Lac-des-deux-Montagnes. Par conséquent, le retour de Gore à Saint-Denis en ce début de décembre revêtait la plus grande importance. Il avait sous ses ordres une compagnie du 24^e Régiment ainsi qu'une autre du 83^e, quatre compagnies du 32^e Régiment, deux du 66^e ainsi qu'un groupe de la *Royal Artillery*. Il pouvait également compter sur un détachement de cornettes de la *Royal Montreal Cavalry*. Gore quitta Sorel le 1^{er} décembre et fit son entrée à Saint-Denis sans rencontrer la moindre opposition. En fait, ses troupes enlevèrent un village presque désert, exception faite de quelques vieillards qui ne souhaitaient pas ou ne pouvaient pas évacuer les lieux. Nelson, Brown et les autres chefs avaient déjà quitté.

Gore avait reçu pour ordre de détruire les maisons des chefs de la rébellion ainsi que tout bâtiment à partir duquel on avait tiré sur les soldats anglais. Et il entendait bien s'acquitter de cette tâche. Un Loyaliste devait remarquer : «Sa visite à Saint-Denis fut marquée par tout sauf par le sens du commandement. Les Volontaires entreprirent d'incendier tous les bâtiments et de détruire les propriétés des rebelles... et ce avec toute la malveillance nécessaire pour susciter le plus grand dégoût». De la sorte, 15 maisons furent incendiées, de même que 25 autres bâtiments. Gore devait admettre, tout simplement : «La structure fortifiée a été brûlée, ainsi que plusieurs autres d'où étaient venus les tirs. La propriété de Wolfred Nelson sera détruite demain.»

Au départ, il n'y eut aucun acte d'indiscipline. La destruction de la résidence de Nelson, de la distillerie et des autres bâtiments ne constituait qu'une action de représailles militaires. Par contre, ce qui se produisit le lendemain après la découverte dans le ruisseau du cadavre recouvert de pierres du lieutenant George Weir, entièrement lacéré de coups de sabre à la tête et aux doigts, est une toute autre histoire. Les soldats déchaînés mirent le feu à un certain nombre d'autres bâtiments, dont la maison du

capitaine François Jalbert, qui s'était vanté d'avoir trempé son sabre dans le sang de l'officier britannique. Les officiers volontaires de la cavalerie entreprirent de se saouler et firent preuve d'un comportement tout à fait déplorable. Ils s'en prirent aux réserves de pommes dans une maison, grignotant une bouchée dans chaque fruit pour ensuite jeter celui-ci à terre. Par la suite, ils commencèrent à danser dans leurs sous-vêtements, scandalisant les domestiques qu'ils avaient appelées, en utilisant «un langage digne de la pire racaille des bordels».

Quand Gore retourna à Montréal le 7 décembre, il laissa à Saint-Denis trois compagnies du 83^e Régiment pour éviter que les insurgés ne reconstituent leurs forces. Confiant en ses moyens, il annonça à Colbome : «Les habitants de la région du Richelieu et de la Yamaska sont retournés chez eux, ils sont pacifiés». Il avait raison. La cinquantaine d'hommes de Saint-Denis qui, dans un premier temps, voulaient s'opposer au retour de Gore dans le village, ne tardèrent pas à comprendre qu'une telle entreprise serait suicidaire. Nelson les avait remerciés en leur enjoignant de cesser le combat, avant de quitter pour la frontière avec Brown et certains autres, dont les Cartier. Bientôt, Brown dû s'arrêter, complètement exténué. Il chercha refuge dans une ferme pendant plusieurs jours puis parvint à franchir la frontière tout seul le 6 décembre. Nelson se sépara de son groupe pour se diriger probablement vers Saint-Césaire. Toutefois, lorsqu'il apprit que les tentatives de Bouchette de s'approvisionner en armes et en munitions chez les Américains avait échoué, Nelson se dirigea lui aussi vers les États-Unis. Il fut pris, errant près de la frontière, presque mort de froid. On l'envoya dans une prison de Montréal, avant un exil temporaire dans les Bermudes

La défaite de Gore, par J. Walker.

À Saint-Denis, Nelson eut pendant près diun siècle une réputation peu reluisante. En effet, un historien de ce village, l'abbé J. B. Allaire, écrivait en 1905 que c'était là «un être audacieux qui sut exploiter les frustrations du peuple et les exacerber... Ce n'est pas en ce lieu [Saint-Denis] qu'on allait célébrer sa prétendue victoire.» En dépit de l'amertume qui fit suite à la rébellion dans le village de Saint-Denis, Nelson allait plaire à l'homme de la rue de Montréal. Il fut à deux reprises élu maire de cette ville dans les années 1850.

Quant aux autres chefs originaires de Saint-Denis et qui étaient en fuite, ils parvinrent à la frontière après six jours d'un terrible voyage dans la forêt, ne devant leur survie qu'à quelques morceaux de pain et à une demi-bouteille de rhum. Lorsque la frontière fut en vue, ils entendirent des coups de feu. Leur guide détala, pris de frayeur, les laissant perdus dans le noir. Aucun des chefs ne connaissait le chemin à suivre. Il était tard, il faisait noir et froid. Ils décidèrent de retraiter, dans «un acte de désespoir,» comme allait dire l'un d'entre eux. À peine avaient-ils rebroussé chemin que les garde-frontière volontaires leur mettaient la main au grappin.

Les séquelles

Juste après la bataille de Saint-Denis, les cercles proches du gouvernement avaient tendance à voir dans la victoire des rebelles une aberration, un incident imputable à la météo et au manque d'organisation de Gore. Dans l'autre camp, les allégations faites par les insurgés après la rébellion tendaient à romancer la bataille. Au début, Nelson affirmait que seule une centaine d'hommes allaient venir lui prêter main forte. L'historien L.O. David brosse de ces événements un tableau particulièrement imagé : «Les jeunes comme les vieux... couraient en tous sens... armés pour la plupart de fourches et de bâtons... Des paysans transformés en soldats par leur amour pour la liberté.» Cette image est d'ailleurs reprise par l'historien Gérard Filteau dans son étude en trois volumes de la rébellion. On gardait donc l'impression que les hommes et les jeunes gens de l'endroit avaient été réunis à la hâte pour défendre le village et ses dirigeants.

Dans une certaine mesure, cela était vrai de la bataille pour Saint-Denis, où Nelson avait su exploiter les sympathies des villageois. Toutefois, le camp armé des insurgés était à Saint-Charles, non à Saint-Denis. Il reste que, par la suite, les insurgés menaient leur offensive dans la vallée du Richelieu. La bataille de Saint-Charles fut perçue comme un revers temporaire pour les rebelles, revers qui n'avait rien de décisif. Deux jours après la défaite des rebelles à Saint-Charles, les insurgés exécutaient un volontaire loyaliste de Saint-Jean, Joseph Chartrand, après l'avoir accusé d'espionnage pour le compte du gouvernement. Ce geste ne provenait pas d'hommes en proie à la peur, mais plutôt de rebelles aguerris, confiants en leurs moyens. L'offensive se poursuivit jusqu'au mois de décembre. On s'efforçait par ailleurs de faire venir des États-Unis d'importantes quantités d'armes et de munitions vers un nouveau camp d'insurgés à Saint-Césaire. Au printemps 1813, il y eut de nombreux raids frontaliers, ainsi qu'une révolte bien organisée par le frère de Wolfred Nelson, Robert, au cours du mois de novembre 1838.

Ces actions n'émanaient pas d'une faction réduite à l'intimidation ou au défaitisme; elles constituaient plutôt des mesures offensives déclenchées par une minorité du Parti des Patriotes qui avait conservé sa combativité et son espoir. La victoire initiale à Saint-Denis avait donné à ces hommes une image de succès à venir. Mais il reste que c'est la

bataille finale qui compte. Le triomphe des garde-frontière volontaires dans les batailles de Lacolle et de Odelltown, en 1838, devait faire oublier les succès initiaux des rebelles -

Quant à la majorité silencieuse qui, dans l'ensemble de la province, avait appuyé le programme politique de Papineau mais non pas le glissement vers l'insurrection armée, elle croyait toujours à la nécessité d'une réforme. Si la population avait suivi Papineau dans son dérapage de l'opposition légale vers la lutte armée, l'Histoire aurait fait des rebelles de Saint-Denis des révolutionnaires. Les forces de sécurité dont disposaient sir John Colborne ne lui auraient pas permis de tenir longtemps contre une majorité déterminée à se battre. À terme, la réaction de la majorité fut le mieux exprimée par le sous-ministre des Travaux publics du Québec, Eugène-Étienne Taché qui, en 1883, donnait aux Québécois leur devise «Je me souviens», suivie de la précision «Que né sous le lys, je crois sous la rose». Plus récemment, les Québécois ont opté non pas pour le drapeau tricolore des Républicains brandis par un certain nombre d'insurgés en 1837, mais plutôt pour l'ancien emblème de la royauté française, le lys blanc, désormais symbole de la province. Et plus récemment encore, les Québécois ont voté Non au rêve de Papineau et d'une république indépendante. Leur décision a donc été de demeurer *québécois et canadien*.

BIBLIOGRAPHIE

Les témoignages des personnes présentes aux événements de Saint-Denis figurent dans les différentes dépositions faites par les Patriotes ayant participé aux combats. Cette information se trouve donc dans les *Documents relatifs aux événements de 1837-1838*, aux Archives nationales du Québec, et plus particulièrement dans les numéros 328, 302, 338, 335, 346 et 329 à 1485. Les rapports initiaux du colonel Charles Gore se trouvent dans les *Colborne Papers*, aux Archives nationales du Canada (AN), MG24/A40 et MG1 1/Q239/2/377-378. D'autres lettres concernant Saint-Denis (provenant de Colbome ou lui étant adressées) se trouvent dans la série militaire C, surtout le volume 1272 aux Archives nationales.

Le journal *The Gazette* de Montréal contient, dans sa livraison du 30 septembre 1837, un compte rendu du charivari provoqué devant la maison de M^r Saint-Jacques. Léon Trépanier a également signé un article à ce propos dans *La Patrie*, le 13 décembre 1951 à Montréal. Les journaux montréalais de l'époque décrivaient au jour le jour la situation le long du Richelieu. Dans *The Gazette* du 2 décembre 1837, on trouve la liste des bâtiments incendiés à Saint-Denis. Le récit de la bataille par Wolfred Nelson figure dans l'ouvrage de Robert Christie *History of the Late Province of Lower Canada* (Québec, 1848-1856), volume IV, ainsi que dans la correspondance échangée entre Nelson et les anciens chefs de l'insurrection, dans *La Minerve et L'Avenir*, publications montréalaises réalisées en 1848 et réimprimées dans le document *Résumé impartial de la discussion Papineau-Nelson sur les événements de Saint-Denis en 1837*, Montréal, novembre 1848.

Bien des années après la bataille, les enfants de Nelson, Walter et Sophia, publièrent des récits dans lesquels ils présentaient certains détails qu'ils avaient vus de leurs propres yeux ou qu'ils avaient entendus raconter par leur père. Ces récits figurent dans les *Nelson Papers*, MG24/B34 aux Archives nationales du Canada. Également dans les *Nelson Papers*, un long mémoire présenté par l'étudiant en médecine de Nelson, Charles Dansereau, qui se trouvait à Saint-Denis le matin de la bataille. La bataille de Saint-Denis fait par ailleurs l'objet de certaines références chez l'auteur de «*Quelques notes historiques sur des événements politiques de 1837*», ouvrage probablement rédigé

par Jean-Philippe Boucher-Belleville pendant son séjour en prison à Montréal. On pourra consulter ce mémoire auprès des Archives nationales du Canada, MG24/B82; il en existe également une copie dans les *Viger Papers*, BG24/B6, vol. VI.

Un des fils de Papineau, Amédée, a signé des mémoires très colorés, dans *Journal d'un Fils de la Liberté*, ouvrage en deux volumes, publié à Montréal en 1972 et 1978. Dans ce document forcément engagé, on décrit l'arrivée de Papineau à Saint-Hyacinthe, la nuit de la bataille. Les différentes descriptions fournies par Thomas Storrow Brown au sujet de l'action des insurgés dans la vallée du Richelieu se trouvent aux Archives nationales du Canada, MG24/C 1 1, au Musée McCord de Montréal, dans les *Papiers militaires* M7690, dans les *Brown Papers* de l'Université McGill, et dans le *New Dominion Monthly* de Montréal, daté d'avril 1869. *L'Histoire de la paroisse de Saint-Denis-sur-Richelieu* contée par l'abbé J.B. Allaire (Saint-Hyacinthe, 1905) offre une lecture utile des lettres ayant passé par les mains du curé de l'endroit, F.-X. Demers.

Les lettres du D^r Edmund B. O'Callaghan, rédigées après la fuite de Saint-Denis vers les États-Unis en compagnie de Papineau, se trouvent parmi les *Henry S. Chapman Papers*, aux Archives nationales du Canada, MG24/B31. Un certain nombre d'officiers britanniques ont également écrit leurs mémoires de la rébellion, dans lesquelles il est question des événements de Saint-Denis. De ce nombre, on citera : *Trifles from my Portfolio*, en deux volumes, de Walter Henry (Québec, 1839); *Early Reminiscences*, de Sir Daniel Lysons (Londres, 1896); et *Lithographic Views of Military Operations in Canada under his Excellency, Sir John Colborne, During the Late Insurrection*, de Lord Charles Beauclerk (Londres, 1840). Un historique de la rébellion est paru dans plusieurs numéros du *North American*, publiés à Swanton (Vermont), en mai 1839 puis en avril et mai 1841, initiatives imputables en partie au médecin patriote Cyrille Côté.

Plus tard, d'autres comptes rendus de cette bataille ont été publiés par L.N. Carrier, *Les événements de 1837-1838, esquisse historique - L'insurrection du Bas-Canada* (Québec, 1877), et par Alphonse Lusignan, *L'Affaire de Saint-Denis*, paru dans *Le Canada-français*, volume III (Québec, 1890). On pourra glaner d'autres éléments utiles dans l'ouvrage de G.C. Moore Smith, *Life of John Colborne* (Londres, 1903); Aegidius Fauteux, *Patriotes of 1837-38* (Montréal, 1950); L.O. David, *Les Patriotes de 1837-38*

(Montréal, 1884); Gérard Filteau, *Histoire des Patriotes*, en trois volumes (Montréal, 1937-1942); Fernand Ouellet, *Papineau dans la révolution de 1837-38*, récit paru dans le *Rapport de la Société historique du Canada (SHC)* (1958) et, du même auteur, *Le Bas-Canada 1791-1840* (Ottawa, 1976); Elinor Kyte Senior, *Redcoats and Patriotes: The Rebellions in Lower Canada 1837-38* (Ottawa, 1985) traduit sous le titre *Habits rouges: et Patriotes* (Ottawa, 1997); enfin, Robert-Lionel Séguin, *La Victoire de St-Denis* (Montréal, 1964). Voir aussi "Tournée des champs de bataille des insurrections de 1837-1838" de Elinor Kyte Senior, dans les Actes du Colloque de Montréal de la C.I.H.M.(Ottawa, MDN, 1989), pp 343 à 384.

Remerciements

Toutes les illustrations proviennent des Archives nationales, à l'exception de celle qui figurent en page 17 (W. Constable) et en page 28 (Musée militaire et maritime de Montréal). La vérification de la traduction fut effectuée par Jean Pariseau.

LA SÉRIE DES BATAILLES CANADIENNES

sous la direction de Fred Gaffen

1. **Tenir bon : la bataille de Châteauguay**
par Victor Suthren
2. **Les canadiens à Paardeberg 1900**
par Desmond Morton
3. **La percée de la Ligne Hindenburg (1918)**
par John Swettenham
4. **Le Petit Blitz**
par Hugh A. Halliday
5. **Ortona : Noël**
par Fred Gaffen
6. **Corée 1951 : deux batailles canadiennes**
par James R. Stone et Jacques Castonguay
7. **La bataille de Saint-Denis, 1837**
par Elenor Kyte Senior
8. **Une bataille de nuit ; Stoney Creek, 6 juin 1813**
par G.F.G. Stanley
9. **Jusqu'au bout : la bataille de Harts River 1902**
par Carman Miller
10. **Batailles de Ridgeway et de Fort Erie, 1866**
par Herewood Senior
11. **La bataille de Moraviantown - 5 octobre 1813**
par Robert S. Allen
12. **La bataille des forts de Chignectou, 1755**
par Bernard Pothier
13. **“Une brillante petite opération” : la bataille de Crysler’s Farm 1813**
par Donald E. Graves
14. **Déluge et enfer : la bataille de la Rhénanie, 1945**
par Bill Rawling
15. **La bataille d’Amiens : 8-11 août 1918**
par Brereton Greenhous
16. **La bataille pour la côte 70 : 15-25 août 1917**
par Fred Gaffen
17. **Le Canada doit être réduit, le siège de Québec, en 1690**
par Kyle McIntyre

Tous les titres de cette série sont disponibles auprès de l’éditeur.

Balmuir Book
128, av. Manning
Toronto, Canada, M6J 2K5

Le 23 novembre 1837, le malaise et la rancoeur qui avaient caractérisé l'année dans les deux Canadas firent place à une insurrection armée. Les forces de la Couronne qui tentaient de traverser un petit village sur le Richelieu furent immobilisées par une bande de Patriotes. À la grande surprise de tous les belligérants, la victoire alla aux rebelles. Dans ce bref compte rendu de la situation, Elinor Kyte Senior étudie les circonstances ayant mené à la confrontation, la bataille elle-même ainsi que la controverse qui allait suivre.

Malheureusement, le décès prématuré de l'auteure aura précédé la parution du document.

BALMUIR Musée canadien de la guerre
BOOK
PUBLISHING
LTD.